

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. XCIII.

---

*Du Mardi 29 Septembre 1789.*

LA séance a été retardée jusqu'à onze heures par la nomination du président & de trois secrétaires. Il n'y avoit que 600 votans ; M. Mounier a eu 365 voix & M. Pethion 143. Les nouveaux secrétaires sont, MM. l'évêque de Nancy, Bureau de Puzai & Feidel. C'est à peu près la forme de 1614, qui donnoit un député à chaque ordre.

M. de Clermont-Tonnerre, en quittant la présidence, a offert à l'assemblée l'hommage modeste de sa reconnaissance. M. Mounier, après avoir donné de justes éloges à la manière noble & courageuse avec laquelle son prédécesseur avoit exercé ses fonctions, a dit que ce dernier lui inspiroit le desir de suivre son exemple sans la certitude d'y réussir ; en conséquence il a réclamé l'indulgence de l'assemblée en faveur du zèle qu'il apportoit.

*Tome III.*

N

M. Pochet a demandé ensuite que l'on votât des remerciemens pour M. de Clermont-Tonnerre : on a répondu par de vifs applaudissemens.

### *Offrandes patriotiques.*

Jamais elles n'avoient été aussi abondantes. Les jeunes gens du commerce de Paris, ont porté à la caisse nationale, la somme de *six mille deux cents neuf livres* ; ayant été admis à la barre, le président leur a dit que l'assemblée approuvoit leur zèle, & que leur exemple étoit digne d'être suivi. M. Batard, procureur au châtelet, & sa femme ont envoyé 889 livres, pour 1789, & deux portions de rentes sur le roi.

Plusieurs particuliers de Paris ; imposant eux-mêmes les croisées de leurs maisons, ont envoyé le montant de l'impôt que leur patriotisme a créé.

Un gentilhomme de chez le roi, qui veut être inconnu, a envoyé son obligation de payer six mille livres.

M. Lavie, commissaire de police de Paris, a fait porter une boîte d'or avec une somme de trois cents livres.

On a admis à la séance M. Bezaume, membre du collège & de l'académie de chirurgie de Paris, qui a donné vingt-cinq louis ; son domestique a voulu concourir à ce don patriotique en y ajoutant vingt-quatre livres.

Un dessinateur des bâtimens du roi, à Rambouillet, n'ayant que de modiques appointemens, a sacrifié à la patrie une très-belle médaille d'or, qui lui avoit été donnée à Rome pour prix d'architecture.

L'assemblée a voté pour qu'une lettre écrite par les



secrétaires remplace ce titre d'honneur dans les mains de cet artiste.

Les soldats de la garde nationale, soldée de Paris, du district des Filles-Saint-Thomas, non contents de servir la patrie par leur courage, la servent encore par leurs contributions; ils ont porté trois cents trente-six livres. M. le président les a remerciés; & l'assemblée, après avoir applaudi à leur générosité, leur a permis d'assister à la séance.

M. Merlin, membre de l'assemblée, a donné 1000 livres, gages de la charge de secrétaire du roi. Il regrettoit de ne pouvoir y joindre une plus forte somme, prise sur ses travaux judiciaires; mais ne contribue-t-il pas d'une manière plus utile, au bien public, par ses travaux dans l'assemblée nationale!

MM. Dumets & Lavenue, autres membres de l'assemblée, ont envoyé leur obligation de plus du quart de leurs revenus, mais on a arrêté qu'il ne seroit reçu, à l'avenir, dans l'assemblée, des déclarations conformes au décret.

M. de Boulainvilliers, prévôt de Paris, chargé depuis long-temps d'un billet de 26 mille livres, a déclaré que cette somme étoit destinée par M. Berthier, intendant de l'hôtel de la guerre, à la libération de l'état, & qu'il consacroit sa vie gratuitement au service du roi; aussi M. le président a répondu à M. de Boulainvilliers, qui a été admis à la séance: « Veuillez-vous charger d'instruire ce digne citoyen de la satisfaction avec laquelle l'assemblée a reçu son offrande. »

Les bénédictins de la maison de Saint-Martin-des-Champs, à Paris, ont offert à l'assemblée nationale, au

nom de leur maison & de leur ordre, l'abandon de leurs biens & de leurs couvens, en réservant à chaque religieux une pension viagère de 1500 livres. La malignité pourroit soupçonner que ces cénobites voyant venir l'orage, sont allés au devant de lui en bons politiques pour être en droit de faire des conditions avantageuses ; mais la censure se taira en apprenant qu'ils ont offert en même temps de s'occuper de l'éducation publique. La lettre suivante ne laissera aucun doute sur la pureté de leur intention & de leur patriotisme.

*« A Nosseigneurs les députés de l'Assemblée nationale.*

» Les religieux de Saint-Martin-des-Champs, instruits des besoins urgens de l'état, prient nosseigneurs les députés de l'Assemblée nationale, d'accepter l'abandon qu'ils font de tous leurs biens à la nation ; ils peuvent faire le même abandon au nom de tous leurs corps, avec la ferme confiance que tous les membres (un très-petit nombre excepté) y souscriront avec empressement ; les lettres qu'ils reçoivent chaque jour de leurs confrères des provinces, les autorisent à manifester ces sentimens de patriotisme.

» L'ordre de Cluny, dont ils dépendent, est composé de 280 religieux dans trente-six maisons ; son revenu total est estimé dix-huit cent mille livres, dont la moitié appartient aux abbés & prieurs commendataires ; l'emplacement de ses trois maisons de Paris est évalué au moins quatre millions, qui, joints au produit des emplacements du reste de leurs maisons situées dans différentes pro-



vinces, peuvent faire à chaque individu une pension au-dessus de quinze cents livres. Cet arrangement donneroit à l'état un revenu de neuf cents mille livres, & aux religieux *la liberté* qu'ils auront le bonheur de partager avec tous les Français, & de consacrer à l'éducation de la jeunesse & au ministère des autels; & ont signés, Dom J. Ducoin, D. Robin, D. Laingault, D. Perret, sous-prieur & sénéchal, D. Desmartin, D. Hilaire, D. de Messire, maître des novices, D. Sénéchal, D. Muguet, ancien cèlèrier de la maison, D. Etienne, D. Bailleul, D. B. Adam, D. de Saint-Martin, ex-prieur.

Lors de la lecture du procès-verbal de samedi 26, faite par M. l'abbé Deymar, M. Duport a observé dans la rédaction, qu'elle ne devoit pas porter qu'il eut été proposé des moyens de remplacer la taxe du quart des revenus. Il est vrai que M. de Jessé, M. de Bousnard & autres membres, qui indiquoient d'autres moyens pour subvenir aux besoins de l'état, ne faisoient que de simples indications, & n'en donnoient pas un plan développé & organisé comme celui qui avoit été proposé; & que l'urgence des circonstances ne permettoit pas d'aller se jeter dans d'autres plans, quand on en voyoit un qui étoit applaudi par des citoyens nombreux, par des provinces entières; plan qui étoit présenté par un administrateur célèbre, à qui la France a avoué une confiance sans bornes.

M. de Mirabeau a rappelé la motion qu'il avoit faite à la dernière séance, pour envoyer aux commettans une adresse explicative des motifs du décret du 26.

M. Garat aîné, a fortement appuyé cette Motion dont il présentoit l'utile nécessité dans la crise actuelle des finances; « M. de Mirabeau, disoit-il, a été l'auteur d'une des adresses qui a fait le plus d'honneur à l'assemblée; j'ose

le désigner pour travailler à l'adresse aux commettans. M. le chevalier de Boufflers a paru desirer qu'on renvoyât ce travail au comité des finances. M. de Mirabeau , qui par son éloquence avoit eu tant de part à l'acceptation du décret du 26 , devoit naturellement en exposer les motifs , a accepté avec beaucoup de modestie le difficile , mais honorable travail de cette adresse , en disant qu'il soumettroit ses idées au comité de rédaction.

De toutes les parties de l'administration fiscale , la plus ténébreuse & la plus vexatoire étoit sans doute le recouvrement des francs-siefs. L'arbitraire qui régnoit dans cette partie , l'impuissance où étoient les redevables de se soustraire aux principes d'une législation dévorante exécutée par des juges d'attribution , l'invention burlesque de 10 sous par livre , qui avoit augmenté indécemment cette taxe aussi injuste sur les personnes que sur les propriétés , tout rendoit à la faire proscrire plutôt qu'à l'abolir. La motion en avoit été faite & décrétée à la séance du vendredi 25 , mais l'on avoit renvoyé l'exécution à un décret postérieur & particulier. M. Beaupère a réclamé que l'assemblée s'occupât de cet objet important , pour la tranquillité des familles & la paix des citoyens.

En effet , la perception des francs-siefs qui donnoit encore lieu dans ce moment à mille contraintes , à mille transactions clandestines avec le fermier , à mille inquisitions dans les divers cantons sur la nature des terres féodales ou allodiales , à mille interprétations données à des maximes fiscales , & au-delà de toutes ces vexations obscures , à des amendes & des procès pour des fausses évaluations & déclarations , formoient de cette branche du revenu public un fléau qui attaquoit les propriétés , en raison de ce qu'elles sembloient prospérer d'avantage.



Aussi M. Lanjuinais a proposé de s'en débarrasser entièrement, & d'éteindre du même coup les poursuites & les procès à raison de cette taxe désastreuse & humiliante.

M. Tronchet a observé que ce décret, quoique pressant, demandoit cependant la plus grande attention. Décréter l'abolition des francs-fiefs seulement, est chose inutile, disoit-il ; les décrets du 4 août l'ont anéanti ; mais il est intéressant de décider quelles sont les personnes qui seront sujettes au paiement, & pour quel temps. Je propose de renvoyer ces questions au comité féodal, pour chercher les moyens d'éviter aux citoyens les vexations continuelles auxquelles ils sont exposés pour ce droit. »

M. la Poule proposoit un projet d'arrêté, ainsi que M. Lanjuinais. M. le curé Dillon portoit ses vœux plus loin ; il demandoit la restitution pour les années pendant lesquelles les possesseurs féodaux n'avoient pas joui à l'époque du 4 août, & comme les intendans des provinces sont les juges de cette matière, ils les croyoient inutiles & en demandoient la suppression.

M. Target distinguoit les loix relatives à l'impôt de celles qui règlent les droits des citoyens. Les premières peuvent se reporter vers le passé ; les autres n'ont jamais d'effet rétroactif, & la nation peut déclarer que le droit de franc-fief soit aboli à compter de tel jour. Quoique le décret du 4 août ne fut pas promulgué, vous pouvez ainsi réfuter les difficultés du traitant. Il est injuste sans doute que l'on paie la jouissance d'une acquisition sujette au franc-fief sans jouir vingt années. Il est toujours temps d'arrêter une injustice.

M. Grangier a fait sentir une seconde fois combien ce droit, écrasant pour les dix sols pour livres & par les ex-

tensions arbitraires, devoit encore plus dévorant par les procès multipliés auxquels il donnoit lieu.

Un député noble a dit qu'en Picardie, les contrôleurs faisoient des recherches au milieu d'un territoire, pour y démêler des arpens de terre qu'ils prétendoient avoir été nobles, & sujets par conséquent au franc-fief.

M. Legrand attaquoit les exactions commises sous prétexte de fausses déclarations; il réclamoit, en faveur des familles vexées, l'extinction de toutes les poursuites commencées; se joignoit à M. Lanjuinais pour demander l'abolition & la décharge des droits de franc-fiefs ouverts.

M. Glézen pensoit qu'il ne devoit y avoir lieu à aucune restitution pour les droits de franc-fief, acquittés & payés au fermier, mais il observoit que ces poursuites avoient pour base des principes vexatoires, principes que le fermier avoit lui-même abandonnés dans la fameuse affaire du clergé, dans laquelle M. l'archevêque d'Aix avoit acquis tant de gloire; alors, disoit-il, le traitant fut obligé de reconnoître que la nobilité des biens étoit comme celle des personnes, une prérogative, une exception au droit commun, que les traitans devoient être chargés de prouver; telle est aussi la jurisprudence de tous les tribunaux ordinaires, mais les tribunaux du fife ont trouvé la maxime contraire si favorable à ses progrès & à ses usurpations, qu'en conséquence, ils obligent le propriétaire à prouver que les biens sont roturiers. C'est d'après ces exemples que je propose de déclarer la suppression de ces poursuites odieuses & injustes.

M. de Lancosme demandoit l'ajournement, & cette demande étoit soutenue par un petit nombre de membres de la noblesse; mais l'ajournement a été refusé.



De ces débats sont sorties les deux propositions suivantes ; la première étoit ainsi conçue : « Conformément aux arrêtés du 4 août, l'assemblée nationale déclare que tous les droits de franc-fief sont abolis ».

Arrêté unanimement.

La seconde proposition portoit : « L'extinction des droits de franc-fief qui étoient ouverts, & la cessation absolue de toutes les recherches , contestations & poursuites , à raison de ces droits ».

Adopté avec la même unanimité & même avec des applaudissemens. Le trésor public a perdu bien peu sans doute par cet arrêté. Quant au fermier, il a déjà trouvé un dédommagement dans les immenses perceptions faites sans les jouissances qui les justifient ; mais les citoyens sont délivrés des ces poursuites fiscales qui , en les dégradant , les dévoreroient en détail.

Tandis que l'empereur accorde aux Juifs les droits de cité dans toute leur étendue, & que l'assemblée nationale va s'occuper de consacrer également leur état civil en France, le peuple de nos provinces septentrionales annonce des dispositions bien contraires à cette juste tolérance.

M. le président a annoncé qu'il falloit s'occuper au premier jour du danger qui menaçoit dans ce moment les juifs d'Alsace. Aussi-tôt M. l'abbé Grégoire, qui a consacré sa plume & ses talens à la défense de cette nation malheureuse & intéressante sous tant de rapports, a observé que depuis long-temps , on promettoit à leurs députés une séance du soir pour traiter de leur état civil ; que des lettres venues de Strasbourg, en date du 20 septembre, lui annonçoient que vers Huningue des payfans mutinés

ont abattu les toits de leurs maisons , & tirés des coups de fusil dans leurs synagogues ; que des lettres postérieures annonçoient qu'en Alsace , & sur-tout dans le Sundgaw , on menace plus jamais de les égorger , & sur-tout pendant les fêtes qui terminent celles des *tabernacles*.

M. Grégoire observoit encore qu'il seroit possible que dans quelques jours on annonçât des nouvelles plus affligeantes. . . . Détournons ce présage ; sans doute sous Philippe-Auguste , sous Philippe le bel , on pilloit impunément les juifs , on les chassoit , on les mutiloit , on les dévouoit même aux supplices ; mais ces siècles de malheurs & de cruauté sont passés ; & le règne de Louis XVI , le règne du *restaurateur de la liberté française* , ne sera pas fouillé par les attentats d'un fanatisme aveugle & sanguinaire.

On se rappelle avec quel éclat & quelle heureuse promptitude les communes se sont armées dans le royaume pour conquérir la liberté publique & renverser un système oppressif qui menaçoit les franchises nationales ; aujourd'hui , c'est pour offrir au Dieu des armées la dédicace des drapeaux , que la *milice bourgeoise* de Versailles , réunie à la municipalité , est venue rendre hommage à l'assemblée & l'inviter à cette cérémonie militaire & religieuse. Le jour est fixé à mercredi matin ; les représentans de la nation ont reçu avec satisfaction & avec applaudissemens cet hommage civique & leur députation ira sans doute augmenter la pompe de cette dédicace.

## A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement finit au quatre-vingt-dixième numéro , sont priés de renou-



veller, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 l. 10 s. , franc de port dans tout le royaume. Le quatrième abonnement a commencé au quatre-vingt-onzième numéro, & finira au cent-vingtième; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne feroient pas reçues.